

Le Monde 20.2.97. p4

Tourments albanais dans les Balkans

LA GUERRE en ex-Yougoslavie a révélé au monde certaines lignes de fracture des Balkans qui furent atténuées par cinquante années de communisme mais jamais effacées. Des fractures qui ont rejailli dans le chaos et le sang. La guerre en ex-Yougoslavie, par les enjeux internationaux qui y furent mêlés, a aussi eu pour conséquence d'occulter d'autres fractures, aussi complexes, aussi susceptibles d'entraîner la région dans la tourmente.

Le problème balkanique ne se limite pas aux rancœurs historiques et à la folie nationaliste serbes, à la renaissance et à l'exaltation du nationalisme croate, à la situation ambiguë des musulmans de Bosnie ou du Sandjak... Les bouleversements dans les Balkans concernent également les Hongrois de Vojvodine, les Bulgares de Macédoine, les Grecs d'Albanie, et tant d'autres peuples séparés par des frontières tracées au fil des guerres, tant d'autres minorités exploitées en pays hostile. Dans ce paysage balkanique, la question albanaise pourrait être au centre des prochains troubles et des préoccupations internationales.

Eclaté hier entre deux pays (Albanie et Yougoslavie), aujourd'hui

entre trois pays (Albanie, Macédoine, Serbie-Monténégro), le peuple albanais a longtemps tu ses revendications. Parce qu'une « Grande Albanie » effraie autant ses voisins qu'une « Grande Serbie ». Et parce que la tragédie yougoslave a refroidi bien des ardeurs. Les Albanais de la région du Kosovo, en Serbie, ont supporté d'être martyrisés par crainte légitime de leur écrasement par l'armée et les gangs serbes de Slobodan Milosevic ; les Albanais de Macédoine, moins torturés mais aussi malheureux, ont vite compris que leur soulèvement aurait pu avoir des conséquences dramatiques pour toute la zone balkanique ; les Albanais d'Albanie, enfin, ont vécu cinq années de « rêve capitaliste » et de quête d'occidentalisation, sans trop se soucier du sort de leurs cousins.

L'Albanie avait déjà fort à faire pour soigner ses propres démons. Après quarante-cinq années de règne d'Enver Hodja, le « pays des Aigles » devait sortir de son bunker (730 000 bunkers, « symbole » national, sont dispersés dans le pays).

Rémy Ourdan

Lire la suite page 14

Tourments albanais dans les Balkans

Suite de la première page

Après l'ère stalinienne et la période pro-chinoise, Enver Hodja avait entraîné l'Albanie dans l'isolement le plus complet. La police secrète, la Sigurimi, était présente partout, jusque dans chaque famille. Les gens ne voyageaient jamais à l'étranger, et devaient parfois obtenir une autorisation pour aller d'une région à l'autre. Les partisans de la liberté d'expression et de culte étaient systématiquement internés, ainsi que certains communistes.

L'enthousiasme, la volonté de démocratiser la vie politique, d'amener le pays à l'économie de marché, ont marqué la présidence de Sali Berisha. L'Albanie s'est mise à rêver d'intégrer au plus tôt la famille capitaliste occidentale. Tirana a également déployé de vastes efforts pour rester à l'écart du conflit yougoslave, en incitant la minorité albanaise de Serbie (qui représente 90 % de la population du Kosovo) à se contenter d'une lutte non violente, voire à taire certaines revendications. Sali Berisha est devenu l'un des dirigeants de l'Est les plus encensés par la communauté internationale. Il est aussi parvenu à calmer les tensions albanais-grecques, et à mettre un terme à la fuite des boat people albanais vers l'Italie. Sali Berisha incarnait seul le « miracle albanais ».

Le réveil est brutal. L'Albanie apparaît comme un pays qui a construit son économie sur une coquille vide (les sociétés financières pyramidales) et sur le trafic

avec la République fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie-Monténégro), soumise à un embargo international jusqu'à la signature de la paix bosniaque (1 million de dollars de recettes par jour selon des analystes économiques). Les trafics d'armes et de drogue sont également concernés, puisque la « filière balkanique » évoquée depuis cinq ans serait essentiellement une filière albanaise. L'économie albanaise est au bord du gouffre. Les manifestations violentes se multiplient dans le pays, où les épargnants ruinés parlent à nouveau d'exil italien pour améliorer leur niveau de vie.

Sali Berisha est par ailleurs sur la sellette pour les atteintes aux droits de l'homme : emprisonnements et intimidations d'opposants politiques, répression policière brutale, fraudes électorales. Il est très sévèrement critiqué dans le dernier rapport du département d'Etat américain, alors que les Etats-Unis l'avaient toujours fermement soutenu. Et les accusations se multiplient à l'encontre de son parti et du gouvernement, dont les principaux dirigeants se seraient enrichis à la fois grâce aux « pyramides » et au détournement de l'embargo contre la RFY.

FRAGILITÉ SERBE

Si Sali Berisha conserve un indéniable soutien de l'Occident, c'est d'abord pour sa politique extérieure. Le président albanais joue un rôle modérateur dans les aspirations autonomistes des Albanais du Kosovo et de Macédoine. Depuis le début des manifestations anti-Milosevic à Belgrade, en novembre, des voix albanaises se sont toutefois élevées pour réclamer plus de vigueur dans la contestation au Kosovo. Le pouvoir serbe est fragilisé. Des attentats ont été commis par une Armée de libération du Kosovo (UCK) clandestine.

Est-ce l'aube d'un vaste mouvement de protestation au Kosovo ? Belgrade et les Occidentaux le craignent, tandis que l'opposition serbe accuse M. Milosevic de fomenter ces troubles afin de détourner l'attention internationale des problèmes de démocratisation en Serbie.

GRECS ET TURCS IMPLIQUÉS

Si les Kosovars radicalisaient leurs actions, et s'ils obtenaient le soutien de Tirana, les Albanais de Macédoine pourraient-ils rester à l'écart d'un renouveau albanais ? Sans doute pas, d'autant moins que le président macédonien, Kiro Gligorov, considéré comme le père de la stabilité dans son pays, perd peu à peu les rênes du pouvoir. La Macédoine, cœur de la problématique balkanique, a des portions de son territoire enviées par la Grèce, la Bulgarie et l'Albanie ; et les partisans de la « Grande Serbie » n'y voient qu'une province de leur empire naturel.

Un conflit serbo-albanais risquerait d'embraser les Balkans encore plus gravement que le conflit serbo-croato-bosniaque. Si les Turcs ont discrètement soutenu Sarajevo durant la guerre, ils ont en revanche signé un véritable accord de coopération militaire avec l'Albanie ; et les Grecs, qui ont des minorités vivant en Macédoine et en Albanie, et qui sont des alliés traditionnels des Serbes, ne pourraient pas rester indifférents à une extension du conflit au sud.

L'expansionnisme serbe, l'occupation ottomane ou l'impérialisme albanais sont des réalités historiques qui marquent encore la région. Washington avait parfaitement compris la poudrière en déployant, quatre ans avant d'engager les troupes de l'OTAN en Bosnie, des soldats et des espions à la frontière serbo-macédonienne, ainsi qu'en activant sa di-

plomatie en direction de Skopje et de Tirana. En Serbie, l'opinion publique est catégorique, y compris au sein des manifestants « démocrates » des dernières semaines : la guerre bosniaque est terminée et Pale va devoir se débrouiller avec l'accord de Dayton ; en revanche, chacun prendra son fusil si le Kosovo, « berceau » de la nation serbe, révèle ses velléités indépendantistes.

En Albanie, personne n'est vraiment prêt à aller combattre hors des frontières, mais un mouvement nationaliste pourrait aisément, un jour, jouer avec un sentiment anti-serbe et anti-grec. Le nationalisme albanais pourrait émerger si Belgrade continuait à commettre des exactions envers les Kosovars et si Tirana sombrait dans la haine du voisin.

Les Balkans n'ont pas fini de panser les plaies des siècles derniers. Et si la tragédie bosniaque effraye les populations avides de stabilité et de prospérité, elle ne pourrait guère, à cause de l'impunité dont jouissent les « criminels de guerre » et du partage de facto du pays entériné par les puissances occidentales, dissuader des chefs de guerre déterminés, résolus à exacerber le nationalisme ou à étendre leur pouvoir aux contrées environnantes.

Rémy Ourdan

RECTIFICATIF

BIBLIOTHÈQUES

C'est lors d'un débat organisé par *Le Monde* au Centre national du théâtre d'Avignon, et non à Châteaullon, comme nous l'avons indiqué par erreur dans nos éditions du 18 février, que le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, avait annoncé un projet de loi garantissant le pluralisme des bibliothèques.